

International L'Union est morte, vive l'Union (2/4)

L'Europe, à quoi bon ?

- **Les Européens, obnubilés par ce qui ne va pas, ne voient plus ce qui fonctionne dans leur Communauté.**
- **En voici quelques exemples.**
- **On ne mesure pas ce qu'on perdrait si l'Union venait à disparaître.**

La paix

L'argument porte dramatiquement peu, aujourd'hui, auprès des jeunes générations. La guerre est devenue tellement inconcevable entre voisins européens qu'elle est considérée comme définitivement acquise. Si nous vivons en paix depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est grâce à l'Alliance atlantique, oui, mais aussi grâce à cette construction européenne qui nous a réconciliés, rapprochés, imbriqués. Tout a commencé par la main tendue de la France à l'Allemagne, en 1950, pour mettre en commun le charbon et l'acier et faire en sorte que la guerre devienne impossible entre les deux ennemis d'hier. *"L'Europe est fille de paix"*, disait l'ancien chef de la diplomatie française, Hubert Védrine. Puis la Communauté s'est développée, approfondie, élargie à des pays sortis de la dictature (l'Espagne, la Pologne, etc.) et d'un conflit (la Croatie notamment).

Le Comité d'Oslo l'avait souligné en 2012, lorsqu'il avait attribué son prix Nobel à l'Union européenne : elle a "contribué à faire passer la majorité de l'Europe d'un continent de guerre vers un continent de paix".

L'environnement

S'il est un domaine où l'Europe a positivement bousculé les choses, c'est sans aucun doute en matière d'environnement.

Souvent décriées en raison de leur nature contraignante, les réglementations européennes ont, à tout le moins, permis de freiner des tendances délétères dans une série de domaines. En matière de protection de la biodiversité avec la mise en œuvre du réseau Natura 2000; en matière d'épuration qui a permis de redresser partiellement la qualité des eaux de surface; en matière de qualité de l'air; en matière de lutte contre le réchauffement climatique...

Tout n'est certes pas parfait, loin de là. La plupart des objectifs qui avaient été fixés ne sont pas rencontrés dans les délais impartis et les institutions européennes restent encore trop souvent perméables au travail de sappe de lobbies. Mais il est indéniable que, dans la plupart des Etats membres, la dégradation de l'environnement serait bien pire sans les impulsions venues de Bruxelles.

Erasmus

S'il y a une "success story" européenne, c'est bien le programme Erasmus. Il aura fallu plusieurs années de balbutiements typiques de l'Union avant qu'il voie le jour en 1987. Mais, depuis, plus de trois millions d'étudiants européens ont pu poser leurs valises dans un des 33 pays participant au programme pour y poursuivre une partie de leurs études ou y faire un stage. Depuis 2014, Erasmus+ s'étend même à des professionnels et aux organisations désireuses de profiter de la mobilité pour améliorer les capacités de leur personnel. En voilà un projet européen aux avantages bien concrets, qui permet d'acquérir des compétences linguistiques et d'expérimenter une autre culture. "Erasmus a été plus efficace qu'aucun autre programme pour unir les jeunes Européens", constatait, en

2012, la commissaire européenne Androulla Vassiliou. **M.U.**

s.vt. Les fonds européens

Non, l'Union européenne ne se limite pas à exiger des politiques d'austérité et à admonester les Etats qui vivent au-dessus de leurs moyens. Elle finance aussi mille et un projets destinés à donner un coup de pouce aux régions les plus pauvres, à stimuler la création d'emplois, à permettre aux PME de faire des investissements, à développer des infrastructures modernes et à promouvoir la durabilité énergétique. Près de 351,8 milliards d'euros, soit un tiers du budget total de l'Union, sont alloués à la "politique de cohésion". Ces fonds ont pour réputation d'aboutir principalement dans les caisses des pays d'Europe centrale et orientale, afin de relever le niveau de vie de leurs citoyens. Mais en réalité, cette enveloppe bénéficie à tous – la Belgique par exemple recevra 2,7 milliards d'euros sur la période 2014-2020. **M.U.**

G.T.

La Cour de justice

On a tendance à l'oublier, dans l'ambiance actuelle : il est une institution européenne qui fonctionne bien, c'est la Cour de justice, qui siège à Luxembourg. Présidée par le Belge Koen Lenaerts, elle fait respecter le droit européen (notamment celui de la concurrence) partout dans l'Union. Sa jurisprudence revêt même une dimension politique sous-estimée. Il y a plus de trente ans, déjà, elle avait permis de faire avancer la mise en place d'un marché intérieur. C'est aussi l'un de ses arrêts qui a servi de base à l'inclusion d'un titre sur la citoyenneté européenne dans le traité de Maastricht. Plus

récemment, elle a donné le “la” sur des thématiques aussi variées que le droit à l’oubli sur Internet, la définition de l’embryon humain, les compétences de la Banque centrale et la protection de la vie privée. **S.Vt.**

L’action extérieure

Evidemment, si l’on se contente d’évaluer l’action extérieure de l’Union à l’aune de l’efficacité de sa diplomatie, on peut légitimement rester sur sa faim. Elle a joué un rôle décisif dans le rapprochement entre Serbes et Kosovars, certes. Elle a aussi pesé dans les négociations sur le nucléaire iranien, grâce aux deux hautes représentantes successives, Cathy Ashton et Federica Mogherini. Mais, malgré la création d’un corps diplomatique, on reste loin d’une véritable politique commune. L’action externe de l’Union ne se limite cependant pas à cette dimension – et c’est ce qu’on oublie de voir. La politique d’élargissement a été un formidable outil de politique étrangère, entraînant des Etats sortis de la dictature sur la voie de réformes drastiques. La politique commerciale que mène la Communauté depuis ses débuts lui a

également permis de négocier des accords à composante politique et exporter (avec plus ou moins de succès) ses valeurs de bonne gouvernance et de respect des droits de l’homme. Et puis les Européens, bien que de moins en moins généreux, restent encore les premiers bailleurs d’aide au développement et d’aide humanitaire au monde. **S.Vt.**

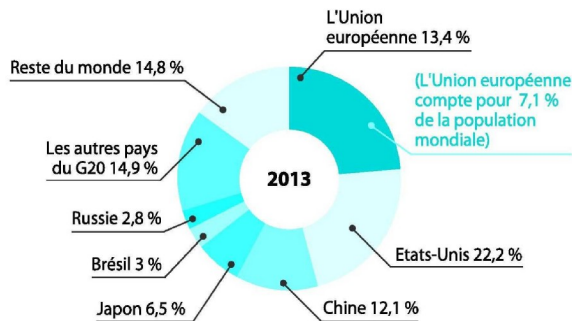
“Ce que vous avez accompli, une Union européenne avec plus de 500 millions de personnes parlant 24 langues dans 28 pays, dont 19 avec une monnaie unique, constitue l’une des plus grandes réalisations politiques et économiques des temps modernes.”

BARACK OBAMA

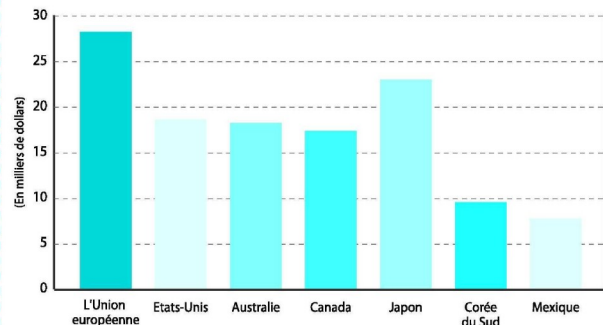
Président américain, à Hanovre,
le 25 avril 2016.

La prospérité

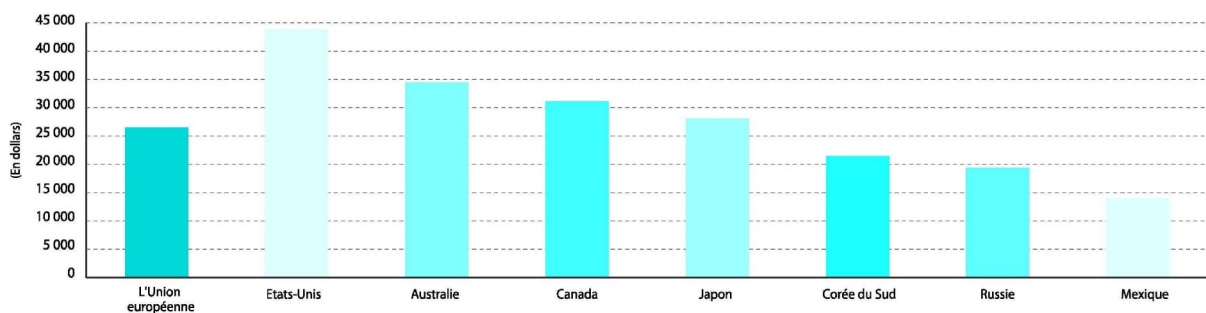
Produit intérieur brut (2013)



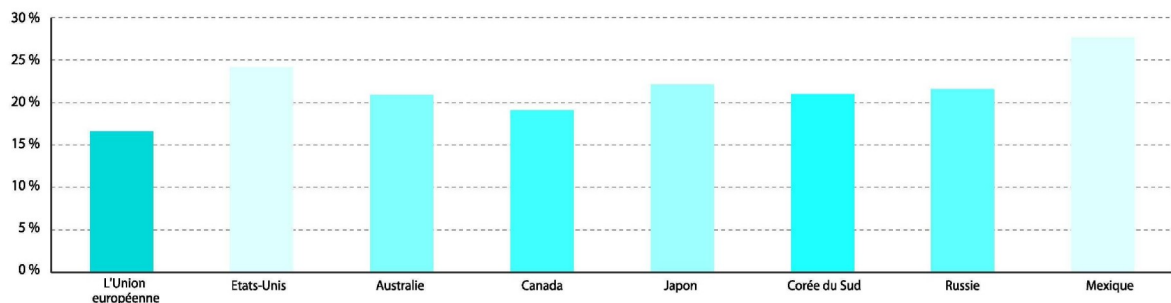
Niveau des dépenses publiques pour la protection sociale (2012)



Revenu par habitant (2013)



Personnes vivant sous le seuil de pauvreté (2013)



Source : Eurostat

IPM Graphics

“Est-ce qu’en quittant l’UE et le marché unique, on va pour autant y gagner? Absolument pas! L’UE n’arrêtera pas d’exister si on part, la Manche ne va pas s’élargir.”

DAVID CAMERON

Pris à son propre jeu, le Premier ministre britannique s’est soudainement mué en ardent défenseur de l’UE.

La concurrence

L’objectif de la politique européenne de concurrence vise à ce que les consommateurs de l’Union disposent des meilleurs produits, au meilleur prix. Pour faire en sorte qu’il en soit ainsi, la Commission se pose en gardienne de la concurrence loyale. Cauchemar des oligopoles et des monopoles,

elle ne badine pas avec les abus de position dominante. Les géants informatiques américains Microsoft et Intel en savent quelque chose, tout comme les opérateurs téléphoniques Telefonica et Deutsche Telecom. Le premier a dû s'acquitter, au total, de 2 milliards d'euros d'amendes; le second a dû déboursier 1 milliard; l'Espagnol et l'Allemand plusieurs centaines de millions. Le mastodonte Google (qui risque jusqu'à 6 milliards d'amende) et le géant gazier russe Gazprom sont dans le collimateur de la pugnace commissaire Margrethe Vestager. Tout comme le sont les ententes illégales (cartels) entre entreprises d'un même secteur pour jouer sur les prix. Ou les aides d'Etat illégales, tels les cadeaux fiscaux accordés aux multinationales par le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas et la Belgique. **OleB**

Si l'Union n'existait plus... ...il faudrait la réinventer

■ Le projet européen n'a plus la cote. A tel point que certains espèrent même le voir sombrer. "La Libre Belgique" a donc tenté d'imaginer à quoi ressemblerait l'Europe si ce scénario venait à se réaliser. Si demain, les chefs d'Etat et de gouvernement signaient l'acte de décès de l'UE.

Fiction Maria Udrescu

Des dizaines de feuilles, estampillées d'un drapeau bleu étoilé, s'échappent par une fenêtre du 13^e étage du Berlaymont. Sur l'esplanade, un corps sans vie. A l'intérieur, sur un coin du bureau, une lettre tente de se libérer, elle aussi, du poids d'un stylo. *"Toute ma vie j'ai cru en l'Europe. J'ai aimé l'Union européenne pour le meilleur et pour le pire. J'ai même appris à la chérir encore plus en temps de crise. Aujourd'hui, je refuse de vivre pour voir notre Union mourir, étouffée par les égoïsmes nationaux, engloutie par les relents xénophobes."* Jean-Claude Juncker est resté fidèle à lui-même jusqu'à son der-

nier souffle. Ce vétéran de la construction européenne a consacré toute son énergie à sa passion. Impossible, finalement, de ne pas y laisser sa vie aussi. Il fallait mourir avec l'Union pour ne pas vivre sans.

"L'Europe m'a tué", "L'Union emporte avec elle son dernier président"... Les médias des quatre coins du monde ont rivalisé de titres chocs, au lendemain du sommet européen qui a signé la fin de la Communauté. La tragédie a même plombé l'ambiance de la fête qui battait son plein à Westminster, sous des bannières "We told you so". Comme un ultime croche-pied de l'espionnage luxembourgeois pour agacer les Britanniques.

L'onde de choc provoquée par la mort du président de la Commission a vite laissé place à celle, bien plus ravageuse, du démantèlement de soixante-cinq ans de construction européenne. La fin de l'Union, personne n'a voulu y croire, même si Juncker n'a cessé de qualifier toutes les réunions de chefs d'Etat et de gouvernement de "sommet de la dernière chance". L'ultime Conseil a confirmé ses funestes prédictions.

"L'enfer est pavé de bonnes intentions"

Le Premier ministre italien Matteo Renzi a longtemps pesté contre cette Europe ressemblant à *"l'orchestre jouant sur le pont du Titanic"*, qu'il aurait fallu réformer pour éviter le naufrage. Mais, pour beaucoup, "réformer" était synonyme de "morceler". En offrant aux Etats membres une Union européenne "à la carte", on a couru le risque qu'ils ne commandent plus rien. Ou que certains plats européens soient si rarement consommés qu'on finisse par les retirer du menu.

"A un pays, on dit qu'il ne doit pas appliquer la libre circulation des personnes, à un autre qu'il n'est pas obligé de donner les mêmes droits à tous les citoyens de l'UE. Et la référence d'une Union toujours plus étroite qui était dans les traités, on n'en a plus eu besoin. Touche par touche, on a dilué, démantelé, affaibli le projet européen, pour la bonne raison d'accommoder les diversités. L'enfer est pavé de bonnes intentions...", observait, ironique, Jacques Rupnik, directeur de recherches à Sciences Po Paris*.

Un enfer. Le mot est-il démesuré pour décrire à quoi ressemble aujourd'hui l'Europe sans l'Union, plusieurs mois après la signature de son acte de décès? Aux yeux des partis nationalistes et d'extrême droite, c'est, au contraire, un paradis. Bien avant l'implosion de l'UE, ils

avaient commencé à creuser leur sillon au cœur des démocraties du Vieux Continent. Mais la Commission finissait toujours par leur tirer les oreilles en cas de dérive autocratique. *"Le Hongrois Viktor Orban et son homologue polonaise Beata Szydlo étaient en confrontation avec Bruxelles, ils testaient les limites, mais ils étaient conscients qu'il y en avait. Les pays d'Europe de l'Est se retrou-*

vent sans garde-fou de la démocratie", note M. Rupnik.

Ils ne sont pas les seuls. *"Partout, on assiste à une résurgence des partis d'extrême droite, des politiques nationalistes qui exacerbent la séparation entre les pays"*, pointe l'analyste grec Janis Emmanouilidis, du European Policy Centre. Dans les quelques Etats où les élections n'ont pas encore porté au pouvoir les figures extrémistes, les partis traditionnels se laissent tenter par un discours autoritaire pour maîtriser les remous sociaux ou récupérer quelques électeurs à leurs concurrents nationalistes. Au début de l'année 2016, déjà, la France avait emprunté ce chemin: l'état d'urgence était devenu le mot d'ordre du Premier ministre socialiste Manuel Valls, engagé dans les pas d'un Front national qui n'attendait que son heure.

"Parle à tes ennemis..."

"On assiste au retour de la politique de la période d'entre-deux-guerres, à savoir une politique de chaos et de déroute", observe Cristian Preda, qui fut eurodéputé conservateur roumain. Durant cette période, prélude du cataclysme de 39-40, *"chaque pays cherchait à résoudre ses difficultés comme s'il était seul au monde"*, observait dans les années 40 le Français Robert Marjolin, un des acteurs de la construction européenne. Force est de constater qu'en quittant leur dernier Conseil européen, certains chefs d'Etat et de gouvernement se sont

serré la main pour la dernière fois. Le Grec Alexis Tsipras a pu dire adieu à la maîtresse de l'austérité Angela Merkel. Et toutes les caméras se sont figées sur la poignée de main du couple franco-allemand. *"Est-ce un adieu ou un au revoir?"*, chuchotaient les observateurs.

En ôtant la casquette de "membre du Conseil européen" pour ne garder que celle de "simple" dirigeant national, les Vingt-huit se sont débarrassés de cette fâcheuse contrainte de solidarité et de coopération avec ceux qu'ils n'appréciaient pas.

Si Jean-Claude Juncker ne s'était pas suicidé, il serait peut-être mort d'une crise cardiaque en voyant la Croatie et la Slovaquie échanger les coups de feu dans la baie de Piran, cette région qu'elles se disputent depuis des années. Ou la Hongrie multiplier les provocations à l'égard de la Slovaquie, de la Roumanie, de la Serbie, pour réclamer ses territoires perdus. Ou la France et l'Espagne régler à nouveau à coups de fusil leur querelle de la pêche.

La vodka coule à flots

Pendant ce temps, la Russie danse. *"La consommation de vodka augmenterait de manière spectaculaire si demain on revenait à une fragmentation de l'Europe"*, avait prédit M. Preda. Aujourd'hui que l'Union n'existe plus, l'ours russe profite du chaos et de la déroute qui règnent à l'Est pour *"essayer d'y imposer un nouvel ordre,*

lui qui n'a toujours pas avalé la pilule des années 90", comme le souligne Anna Paczesniak, professeure à l'Université de Wrocław. *"Les situations semblables à celles de la Crimée et de l'Est de l'Ukraine se multiplient. Il y a de plus en plus d'épisodes de violences domestiques, de conflits entre minorités, de disputes aux frontières"*, explique Federico Romero, professeur à l'Institut universitaire européen de Florence.

Les frontières s'élèvent

Car les frontières, hier levées, se dressent à nouveau entre tous les ex-pays membres. Plus étanches que jamais – du moins les Etats aiment-ils à le (faire) croire. Certes, il n'est plus question pour tout Européen de sauter les barrières, sans contrôle aucun, pour savourer un petit-déjeuner à Paris, une frite belge à midi et une bière à Berlin le soir. Mais chacun peut désormais tenter de se bâtir une forteresse, sur laquelle viendront s'éclater les vagues migratoires. Parce que bien sûr, les migrants n'ont pas renoncé à emprunter la voie vers l'Occident. Tant que les guerres feront rage en Syrie, au Yémen, en Afghanistan, tant que les pays africains connaîtront des conflits ethniques, aucun mur ni frontière n'empêcheront des personnes désespérées de chercher refuge, comme le disait Juncker.

Au Sud, la Grèce, l'Italie, l'Espagne, Malte sont devenus des camps de réfugiés à ciel ouvert, dont les occupants tentent par tous les moyens de remonter vers le Nord. Rien de neuf à l'horizon par rapport à la situation

qui prévalait au début de l'année 2016. Si ce n'est des conditions "d'accueil" plus indignes encore, des individus abattus alors qu'ils tentent de traverser des frontières et des pays du Sud plus dépités, croulant déjà sous des dettes de milliards d'euro... Euh, non.

Car l'euro, longtemps considéré comme un carcan rigide limitant l'éventail des politiques économiques, a disparu, lui aussi. Débarrassés de la monnaie unique, les anciens Etats membres peuvent passer à l'offensive, pratiquer la concurrence déloyale, s'adonner à la dévaluation, cette formule supposée simple et indolore permettant de relancer l'économie. Oublié l'intérêt général ou, à tout le moins, le bien compris. Seule compte l'économie nationale, et elle seule.

"Dans l'Union européenne, il y avait des règles pour limiter les aides d'Etat aux entreprises. C'est fini. Les pays riches se permettent d'investir massivement dans leurs entreprises, les autres dévaluent", analyse l'économiste André Sapir, professeur à l'Université libre de Bruxelles. Mais beaucoup constatent, ébahis, que l'effondrement de l'épouvantail européen n'a effacé ni les dettes ni les interdépendances économiques entre les Vingt-huit. *"La Grèce devait de l'argent aux pays européens en euros. Puisque la drachme est fortement dévaluée, le poids de la dette est devenu insoutenable. Du coup, elle doit faire défaut. Il y a le même genre de problèmes avec l'Irlande, le Portugal, l'Italie"*, constate M. Sapir.

La dévaluation, symptôme d'une économie faible

Et beaucoup d'économistes l'avaient souligné: la dévaluation est un symptôme, non pas un remède. Une économie faible, dont la monnaie se déprécie constamment, c'est une économie qui se dégrade, dont les salaires, le pouvoir d'achat et le niveau de vie diminuent.

Manifestations, grèves, tensions, violences éclatent alors au quotidien de plusieurs pays européens. *"Quarante-troisième jour de grève des dockers du port d'Anvers"*, *"Débordements lors d'une manifestation contre la baisse du salaire minimum en Espagne"*, *"Les policiers aspergent de gaz lacrymogène les agriculteurs protestant à Varsovie"*. Même les chaînes d'information en continu peinent à suivre la cadence. Et les Etats tardent à combler le vide laissé par la disparition du budget et des fonds européens, dévolus à la Politique agricole commune ou à la politique de cohésion sociale.

L'Allemagne aux commandes

Enfin débarrassés des "fainéants" du Sud et des travailleurs bon marché de l'Est, les riches pays d'Europe occidentale se portent moins bien que d'aucuns l'avaient espéré. Ils s'en sortent certes mieux que d'autres mais à quel prix? Quelle ironie que d'écraser l'Union au nom de la sacro-sainte souveraineté nationale pour finir à la remorque de la principale locomotive économique du continent! *"L'Allemagne jouait déjà un rôle dominant. L'Allemagne, en dehors de l'UE, joue un rôle encore plus dominant. On a d'abord connu une période de chaos et, maintenant, certains pays essaient de mettre en place une stabilité autour du Mark. Mais Berlin est aux premières loges et décide d'intégrer ou non des pays dans le système. L'Italie, pas question. La Grèce, jamais. Et que faire de la France? Politiquement, elle en a la volonté mais, économiquement, en a-t-elle la capacité? Merkel en doute"*, observe M. Sapir.

Paris, frustré de ne pouvoir suivre l'économie allemande, agite, lui, sa puissance militaire tandis que le Royaume-Uni tente de tirer le meilleur profit de sa relation, bien moins particulière que jadis, avec les Etats-Unis. Et les petits pays, comme la Belgique ou le Luxembourg, n'ont d'autre choix que de suivre le mouvement. *"C'est une situation politiquement déplaisante, le retour de l'Europe des grandes puissances, des dik-tats"*, ajoute l'économiste.

"Grandes puissances" et "petits Etats"

L'Europe se porte mal. "C'est la faute à Bruxelles", pouvait-on encore prétendre hier. Mais "Bruxelles" n'est plus. Et il faut un coupable. On cherche à incriminer celui qui a fait capoter le projet européen. La chasse à l'homme – au pays plutôt – est ouverte. A qui imputer la faute? A la Grèce, pour avoir déstabilisé la zone euro et démontré combien ses fondations étaient fragiles? A l'Allemagne, pour avoir provoqué un appel d'air migratoire? Au Royaume-Uni, pour avoir fait tomber le tabou de la sortie de l'Union? Aux pays d'Europe centrale et orientale, pour avoir porté, les premiers, les coups de canif aux valeurs démocratiques de la Communauté? A moins que ce ne soit la faute à...

Pendant que les Européens sont occupés à se montrer du doigt, les puissances mondiales telles que les Etats-Unis ou la Chine étendent leur marché. *"Même l'Allemagne ne peut pas tenir tête à ces grands blocs économiques et politiques. Seuls, les pays européens sont écrasés"*, regrette M. Preda. Le Belge Paul-Henri Spaak, l'un des pionniers du projet européen, avait pourtant mis en garde: *"Il existe deux sortes de*

pays européens. Ceux qui sont petits et qui en ont conscience. Ceux qui sont petits et qui n'en ont pas encore conscience."

Et si on s'asseyait autour d'une table ?

Il aura fallu l'effondrement de l'Union pour que tous le réalisent. Au manque de compétitivité s'ajoutent extrémismes, retour des régimes autoritaires, conflits, frustrations, pauvreté, manifestations... A côté des défis que chaque pays doit aujourd'hui affronter seul, les petites querelles qui animaient jadis les dîners entre camarades européens semblent tout à fait dérisoires. *"L'Europe ne peut pas continuer comme ça"*, a affirmé récemment le président français François Hollande, dans une

déclaration reprise en chœur par ses homologues.

Il paraît qu'une réunion entre plusieurs leaders européens se tiendra prochainement à Bruxelles. Peut-être décideront-ils de commencer par mettre en commun leurs politiques industrielles ou le marché du numérique? Qui sait, ils pourraient même aller jusqu'à lever les droits de douane, estiment certains observateurs. Comme si le vieux rêve d'unification du continent européen, que l'on pensait à jamais enterré, couvait toujours sous les cendres. La raison finit toujours par l'emporter.

→ *"Extraits d'interviews réalisés avec plusieurs spécialistes auxquels nous avons demandé d'imaginer une Europe sans Union européenne"*